

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 77 (1985)
Heft: 5

Artikel: Nord-Pas de Calais : bonne situation, mais pas de diplômés! : La salle de classe électronique
Autor: Steinauer, Jean
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-386231>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nord-Pas de Calais: bonne situation, mais pas de diplômes!

La salle de classe électronique

par Jean Steinauer

La région Nord-Pas de Calais? Un territoire équivalant à celui des six cantons romands réunis, pour une population de 4 millions d'habitants contre 1,5: une région dense, une région de villes. L'empreinte industrielle domine (42% de la population active est occupée dans le secondaire contre 37,5 en Suisse), marquée principalement par le textile et l'acier. Aujourd'hui résiduelle, l'extraction du charbon était jusqu'aux années 1950 le troisième pilier économique du Nord-Pas de Calais. Tout l'héritage du 19^e siècle, quoi... Autant dire que la région traverse une crise de conversion dont le *tempo* s'accélère depuis une quinzaine d'années et qui se traduit concrètement, pour les gens, en termes de perte d'emploi: 200 000 chômeurs, soit un taux de chômage moyen de 9% et frisant 15% dans les zones les plus dures, du côté de Roubaix, de Boulogne-sur-Mer ou du bassin minier.

Comme le contexte économique général n'est pas fameux (faible taux de croissance) et que déboulent en ce moment sur le marché du travail les classes d'âge les plus nombreuses, on pourrait se représenter le Nord-Pas de Calais comme une région sub-claquante. Eh bien, on aurait tort.

Un boulevard et un tunnel

Le Nord-Pas de Calais possède en effet de solides atouts, que la décentralisation impulsée en France par les lois Defferre (1982) lui permettent d'abattre, progressivement, avec plus d'assurance et d'efficacité. Des exemples?

Ce n'est évidemment pas un gouvernement de gauche qui a situé géographiquement cette région au cœur de l'Europe du Nord-Ouest, face à l'Angleterre, sur un boulevard littoral unissant la Manche et la Mer du Nord. Mais un Jurassien conscient du handicap que représente l'enclavement de ses vallons soupirerait devant le réseau autoroutier du plat pays, le kilométrage de ses canaux, l'ampleur de ses installations portuaires! On lui expliquerait alors que le Nord-Pas de Calais, bien équipé par rapport à l'ensemble national français, l'est d'assez fraîche date et demeure sous-équipé si on le situe dans son vrai cadre géo-historique, ces pays de Flandre qui firent basculer toute l'Europe dans le capitalisme aux temps modernes (ô Braudel!); et qu'on le compare à la Belgique voisine, par exemple. La situation même de la région, quoi qu'il en soit, demeure son maître-atout. Comment le jouer?

La construction imminente du lien fixe Trans-Manche (tunnel ou pont, ou mélange des deux) va fournir à cet égard un test déterminant. Il y a

certes, du côté de Boulogne et de Calais, beaucoup de notables pour traîner les pieds: ils craignent de voir le trafic de surface (*ferries*) échapper à leurs ports. Mais Dunkerque voit se profiler la possibilité de détourner à son profit une grosse part du trafic des marchandises, entre le continent et les îles britanniques, actuellement concentré entre Anvers et Rotterdam. Lille sait, au surplus, qu'elle joue dans cette affaire une chance unique de devenir une vraie grande ville européenne, à la peinture de Milan ou de Francfort. Si la région Nord-Pas de Calais trouve assez de force et d'unité en elle pour capter vraiment, au lieu de les subir, les retombées des nouvelles infrastructures de transport (Trans-Manche, mais aussi TGV Paris-Lille-Bruxelles et Londres-Lille-Bruxelles), alors on se bousculera pour venir créer des emplois par ici – et pas des emplois de manœuvre dans les filatures de coton.

C'est l'occasion de rappeler que sa situation de carrefour frontalier, après le traumatisme de 1914-1918, avait pénalisé la région: Paris y interdit ou y découragea, durant l'entre-deux-guerres, l'implantation de toute industrie stratégique, donc moderne; tant qu'à revoir le Nord-Pas de Calais aux mains de l'ennemi, pensait-on, autant y laisser la bonnetterie plutôt que l'industrie chimique ou la construction d'avions...

La recherche et le transfert

Le deuxième atout de la région? Les gens. Parce qu'ils sont nombreux (le Nord-Pas de Calais reste une zone de dynamisme démographique), parce qu'ils sont bosseurs. Le marché intérieur est assez vaste pour que sa reconquête par les Nordistes alimente la diversification industrielle nécessaire. Les habitants sont habitués à retrousser leurs manches, durs au travail: si ce n'est plus suffisant, cela demeure nécessaire, et le Nord-Pas de Calais a probablement trouvé là, entre 1954 et 1975, la force de compenser la perte de 400 000 postes de travail dans les secteurs traditionnels.

Car il faut non seulement prendre la mesure «négative» de la conversion, mais aussi considérer les aspects novateurs de celle-ci. Dans le textile, par exemple, l'emploi n'a cessé de fondre au feu des restructurations et le mouvement n'est pas terminé. Mais le potentiel productif de cette branche est en hausse, tout indique qu'elle restera l'un des piliers économiques de la région. Tendances générales: se rapprocher du consommateur final tant dans le choix des produits que dans l'organisation commerciale, et informatiser au maximum. A l'université de Lille, en liaison notamment avec l'Institut textile de France, une équipe de chercheurs prépare l'installation d'un atelier totalement automatisé, où des robots fabriqueront des vêtements en processus continu. La coupe des tissus se fait au laser...

Côté sidérurgie, le tableau est nuancé. Pour l'acier «de l'intérieur» (bassin de la Sambre, Valenciennois), le compte à rebours se poursuit inexorablement; les péripéties qui ont accompagné, cet été, la décision de fermer

le «train à poutrelles» d'Unimétal à Trith-Saint-Léger (700 emplois) le rappelleraient au besoin. Mais l'acier «du littoral» tient le coup, et Dunkerque restera le premier site sidérurgique français. Tout n'est donc pas à jeter, il s'en faut heureusement de beaucoup, dans les secteurs traditionnels; et si l'on excepte le charbon la contraction des emplois – si drastique soit-elle – n'annonce pas la fin des activités elles-mêmes. Par ailleurs, on commence à trouver des innovations intéressantes dans le tissu de PME qui se forme parallèlement au... rajeunissement des vieilles branches.

La région s'efforce, à grands frais, de mener une politique de la recherche qui intègre le transfert technologique vers l'industrie, en associant universitaires et entrepreneurs. Ce type de communautés de travail, baptisées «pôles de savoir-faire», fait ses preuves depuis cinq ans dans le domaine du génie biologique et médical et l'on assiste probablement, aujourd'hui, à la mise en place discrète d'une industrie nouvelle pour la région, celle de l'appareillage médical sophistiqué.

C'est prometteur. Mais le déficit d'emplois est tel que la politique régionale d'encouragement à la création d'entreprises soutient, autant que les projets technologiquement «pointus», force activités de fabrication ou de service dont l'effet de développement, hors de l'immédiate création d'emploi, laisse l'observateur perplexe. On fait flèche de tout bois. Il faut gagner du temps...

Deux handicaps

Il le faut, surtout, parce que pour réussir la conversion où elle est engagée, la région devra patiemment surmonter les handicaps que représentent sa mauvaise image et, surtout, son bas niveau de formation. Sans quoi, pas d'industrie moderne.

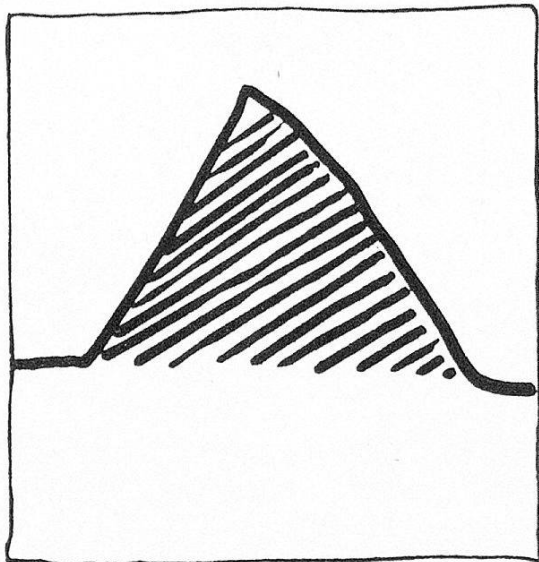
L'image du Nord-Pas de Calais? Autant parler de caricature: climat, nature et paysage, vie sociale et culturelle, le Nord tel qu'il est ne ressemble en rien à celui dont on se gausse ailleurs. (J'en parle savamment. A force d'entendre des conneries du genre: «Tu vis dans le Nord? Pauvre vieux, quel courage!», je finirai par devenir chauvin.) Tout cela ne serait pas grave, si la confiance des habitants eux-mêmes dans l'avenir de la région ne s'en trouvait sournoisement affaiblie.

Aussi la région consacre-t-elle un copieux budget de communication au redressement de cette image. Patrick Calais, qui en est le responsable, mesure la pente à remonter: *«Demandez à n'importe qui d'expliquer la région par un croquis, il dessinera un terroir, une usine et des pavés; et puis il y ajoutera la pluie...»*

Le retard de formation, c'est plus grave. Tous les chiffres sont accablants. Sur cinq personnes actives, quatre n'ont aucune formation reconnue par un diplôme (CAP, soit l'équivalent du CFC suisse, ou plus). On ne base pas impunément la prospérité régionale sur une industrie dévoreuse de main d'œuvre non-qualifiée. Le passé étant ce qu'il a été, que faire aujourd'hui?

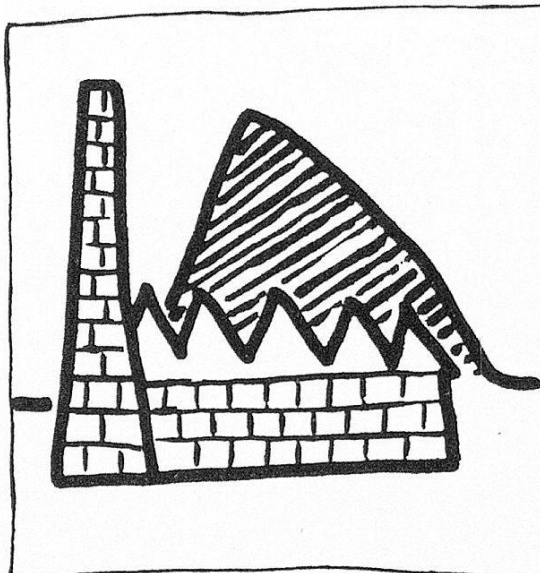
«Dessine-moi le Nord-Pas de Calais...»

1



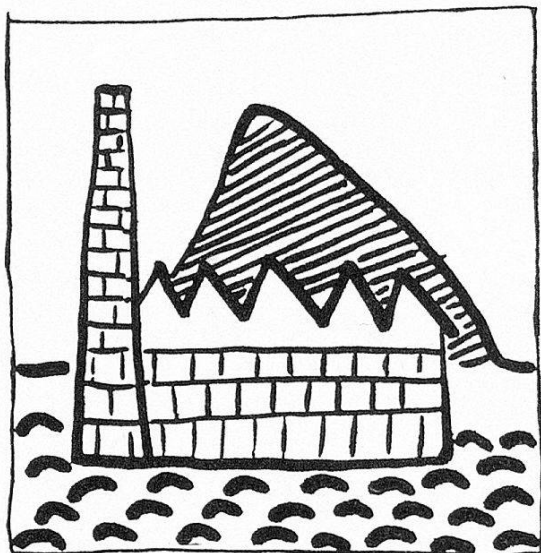
D'abord un terril pour boucher l'horizon.

2



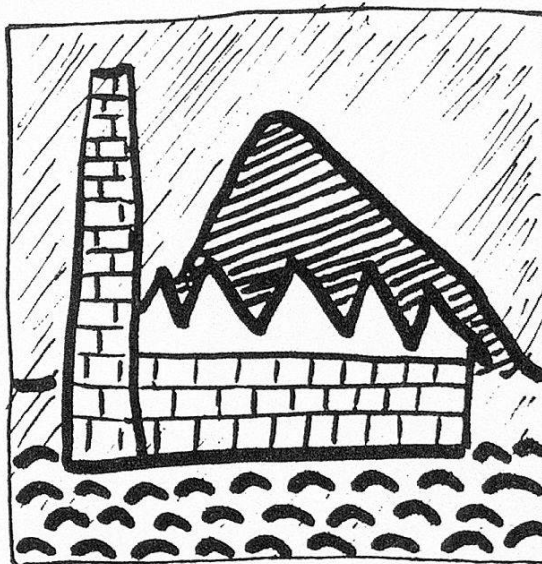
A l'ombre du terril, élever une usine.

3



Garnir le sol de pavés pour assurer le style «enfer du Nord».

4



Et ne pas oublier la pluie qui noie tout ça pour parfaire le cliché.

(d'après Patrick Calais)

La région, ici, n'a pas gagné grand-chose à la décentralisation: les collectivités territoriales (communes, départements, régions) ont certes reçu des pouvoirs en matière de construction scolaire pour l'enseignement primaire et secondaire, mais ce transfert de compétences laisse intact le monopole pédagogique de l'Etat. En clair, c'est Paris qui décide des programmes et qui attribue les postes d'enseignants. Tout au plus obtiendra-t-on des renforts en faveur de «zones d'éducation prioritaires»: mais on ne pourra pas choisir librement de porter l'effort ici ou là, d'embaucher des profs d'anglais, que sais-je? On ne pourra pas adapter l'appareil éducatif aux besoins propres de la région, tout au moins pour l'essentiel du dispositif, l'école publique obligatoire.

Le succès géant du nano-réseau

Alors, on s'ingénie à rattraper le retard – et l'affaire du nano-réseau, qui serait belle comme une fable si elle n'était véridique, montre que du retard peut surgir le progrès. La voici.

Au départ, un problème de recherche pédagogique posé par les animateurs du Centre Université-Economie d'Education permanente (CUEEP)



Petit Beur au clavier (Lille, printemps 1985). Une des clefs de la conversion dans le Nord-Pas de Calais, c'est le recours aux technologies nouvelles pour rattraper les retards accumulés dans la formation initiale.

(photos PAVÉ – Patrick Delecroix)

de l'uni de Lille: comment faire de la formation en milieu défavorisé? *«Notre job de base, explique Joseph Losfeld, le directeur du CUEEP, c'est de remettre en selle des chômeurs du textile à Roubaix-Tourcoing, ou des charbonnages vers Sallaumines. Pas question, avec eux, de progresser en employant des livres et du papier! Mais l'enseignement assisté par ordinateur est efficace. Nous avons donc besoin de quelques centaines de micro-ordinateurs, et naturellement c'était beaucoup trop cher.»*

Alors les gens du CUEEP créent le nano-réseau informatique: un micro-ordinateur en tête, sur lequel sont branchés dix postes de travail formés d'un écran et d'un clavier. Soit une salle de classe électronique pour le prix d'un ordinateur personnel. On essaie, ça marche. Et puis tout s'accélère. Le modèle est développé avec un industriel régional, Léanord, qui s'en trouve bien: 13 000 exemplaires vendus en France à ce jour, et probablement deux fois plus d'ici l'an prochain puisque le nano-réseau du CUEEP est devenu, de fait, le standard du plan Fabius «Informatique pour tous», qui concerne l'ensemble des écoles françaises. Dans la seule région Nord-Pas de Calais, 850 sites informatiques sont déjà équipés. Le CUEEP, cependant, fonce dans la création de logiciels pédagogiques: au bout de la course, les plus optimistes entrevoient la naissance d'une industrie nouvelle pour la région, celle de l'édition scolaire électronique. Voilà ce qu'on appelle un transfert université-industrie réussi...

Mais il convient de noter que ce succès, remporté dans un domaine technologique sophistiqué, a sa source dans la volonté de répondre aux besoins de formation élémentaire (lire, écrire, compter...) des habitants les plus défavorisés de la région. Au fond, le nano-réseau illustre synthétiquement tout ce que l'on peut dire sur la façon dont le Nord-Pas de Calais s'efforce de réussir sa conversion.